

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

**Décret du 31 août 1960 portant promotion dans l'ordre national de la Légion d'honneur.**

Par décret en date du 31 août 1960 pris sur le rapport du Premier ministre et du ministre de l'éducation nationale, vu la déclaration du conseil de l'ordre national de la Légion d'honneur en date du 21 juillet 1960 portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, le conseil des ministres entendu, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur :

*Au grade de commandeur.*

M. Lacassagne (Antoine), membre du l'Institut, membre de l'académie nationale de médecine, professeur honoraire du Collège de France, directeur honoraire de l'Institut du radium. Officier du 11 juillet 1947.

**Décret du 12 août 1960 portant nomination (administration académique).**

Par décret en date du 12 août 1960, M. Claude Franck, professeur à la faculté de médecine de l'université de Nancy, est nommé recteur président du conseil de l'université de Dakar, en remplacement de M. Paye, appelé à d'autres fonctions.

**Reconnaissance de sections professionnelles de cours complémentaires.**

Par arrêté en date du 30 juillet 1960, les sections professionnelles annexées aux cours complémentaires de garçons et de filles de Paris (20<sup>e</sup>), 9, rue des Panoyaux, et Paris (10<sup>e</sup>), 34, rue du Faubourg-Saint-Denis, sont reconnues par la direction de l'enseignement technique, avec effet du 16 septembre 1960.

**Modification de l'arrêté du 13 janvier 1957 fixant les conditions d'équivalence entre les diplômes civils et militaires en matière de ski et d'alpinisme.**

Le ministre des armées et le ministre de l'éducation nationale, Vu le décret n° 50-174 du 3 février 1950 sur les guides de montagne ;

Vu le décret n° 51-1137 du 26 septembre 1951 sur l'enseignement du ski ;

Vu l'arrêté interministériel du 13 janvier 1957 fixant les conditions d'équivalence entre les diplômes civils et militaires en matière de ski et d'alpinisme ;

Vu l'arrêté en date du 16 janvier 1960 portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'avis de la commission consultative de l'alpinisme ;  
Vu l'avis du comité consultatif de l'enseignement du ski,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'alinéa suivant est inséré après le premier alinéa de l'article 5 de l'arrêté du 13 janvier 1957 :

« En ce qui concerne les militaires de carrière, ces derniers peuvent demander à suivre à l'école nationale du ski et d'alpinisme soit les stages de moniteur national de ski s'ils sont titulaires du brevet de moniteur militaire de ski, soit les stages de guide de haute montagne s'ils sont titulaires du brevet de moniteur militaire de montagne, sous réserve que ces brevets remplissent les conditions exigées par les textes en vigueur pour la validité des diplômes civils équivalents définis par l'article 2 ».

Art. 2. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air et les chefs d'état-major des armées de terre, de mer et de l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 9 août 1960.

*Le ministre des armées,*

Pour le ministre des armées et par délégation :

*Le directeur du cabinet,*  
CASIMIR BIROS.

*Le ministre de l'éducation nationale,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur de cabinet du haut commissaire à la jeunesse et aux sports,*  
OLIVIER PHILIP.

**Modification de l'arrêté du 28 juin 1960 relatif au concours d'admission en section normale de l'école nationale supérieure de céramique industrielle de Sèvres (session de 1960).**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 21 avril 1955 portant règlement de l'école nationale supérieure de céramique industrielle de Sèvres ;

Vu l'arrêté du 8 décembre 1955 fixant les conditions d'admission dans cet établissement ;

Vu l'arrêté du 28 juin 1960 relatif au concours d'admission en section normale de l'école nationale supérieure de céramique industrielle de Sèvres ;

Vu l'arrêté en date du 1<sup>er</sup> juin 1960 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 2 de l'arrêté du 28 juin 1960 susvisé relatif à l'organisation en 1960 du concours d'admission en section normale de l'école nationale supérieure de céramique industrielle de Sèvres est abrogé.

Art. 2. — Les épreuves du concours précité commenceront le 26 septembre 1960.

Art. 3. — Le directeur des enseignements techniques et professionnels est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 17 août 1960.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur des enseignements techniques et professionnels,*  
MARCEL REVERDY.

**Dates de l'examen d'admission prévu par le décret n° 56-349 du 30 mars 1956 modifié relatif à une dispense du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue de la licence en droit (année 1960).**

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 56-349 du 30 mars 1956 relatif à une dispense du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue de la licence en droit, modifié par le décret du 17 août 1959 ;

Vu l'arrêté du 20 juin 1956 concernant l'examen d'admission prévu par le décret n° 56-349 du 30 mars 1956 modifié relatif à une dispense du baccalauréat de l'enseignement secondaire en vue de la licence en droit,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les épreuves de l'examen d'admission prévu par le décret n° 56-349 du 30 mars 1956 susvisé auront lieu en 1960, aux dates et heures ci-après :

*Jeudi 13 octobre.*

Huit heures à onze heures : dissertation d'ordre général.  
Quatorze heures à dix-sept heures : épreuves d'histoire.

*Vendredi 14 octobre.*

Huit heures à onze heures : épreuve de géographie.

Art. 2. — Les registres d'inscription seront ouverts au siège de chaque faculté de droit et des sciences économiques, du jeudi 1<sup>er</sup> septembre au vendredi 30 septembre inclus.

Art. 3. — Le directeur de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 août 1960.

Pour le ministre et par délégation :

*Le chef de cabinet,*  
VINCENT LABOURET.

**Recrutement de sténodactylographes de l'administration académique.**

Le ministre délégué auprès du Premier ministre et le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 portant statut général des fonctionnaires ;

Vu le décret n° 58-651 du 30 juillet 1958 portant règlement d'administration publique relatif au statut particulier applicable, entre autres, aux sténodactylographes des administrations de l'Etat ;

Vu l'article 29 de la loi n° 51-598 du 24 mai 1951 relatif aux conditions d'ouverture des concours ouvrant accès aux corps et cadres des personnels titulaires de l'Etat et des collectivités locales ;

Vu les décrets n° 53-770 et 53-771 du 13 août 1953 portant réserve d'emploi aux anciens combattants et victimes de guerre ;

Vu l'ordonnance n° 58-1016 du 29 octobre 1958 édictant des mesures en vue de l'accès des citoyens français musulmans à la fonction publique ;